

En passant, le ministre du Revenu national (M. Guay) est censé s'être rendu dans sa circonscription de Saint-Boniface. Il s'est rendu compte qu'il pouvait conclure une entente. Il ne peut lire ses réponses trop bien, mais il peut préparer les prochaines élections. Apparemment, il s'est rendu dans sa circonscription et a déclaré là-bas aux députés néo-démocrates: «Des élections seront tenues dans un an et vous aurez à faire face à une dure lutte dans cette circonscription. Nous ne vous ferons pas une trop vive opposition maintenant, mais l'an prochain, nous vous demandons d'en faire autant.» Il est prévoyant.

Le premier ministre s'adressera ensuite au gouvernement nouvellement élu et dira: «Voyons, essayons d'en venir à un arrangement», puis il ira dire au leader socialiste aux abois en Saskatchewan: «Voyez, nous avons conclu cet arrangement», puis il en parlera poliment devant les caméras de la télévision et les journalistes feront leurs reportages sur l'événement, et il essaiera d'en venir à quelque arrangement. Mais après son départ, les petits lutins de son bureau le relayeront aussitôt en disant: «Il paraît qu'il y a désaccord au sujet de la politique relative à la câblodistribution. Nous aimerions bien régler ce problème et parvenir à nous entendre. Nous savons aussi qu'avant les prochaines élections, les libéraux seront en troisième place et vous, monsieur Blakeney, voudrez sûrement être réélu; venons-en donc à un arrangement. Nous n'opposons pas de candidats trop forts à vos propres candidats, afin que votre lutte ne soit pas trop vive sur cette question». Il proposera une sorte de compromis à l'égard du programme d'enseignement bilingue.

Le premier ministre passera ensuite en Alberta où il rencontrera la Société du crédit agricole.

M. Cullen: Prenez garde, vous passez à la télévision.

M. Friesen: C'est juste.

Il trouvera donc la Société du crédit agricole dans la région métropolitaine de Camrose. Voyez-vous, il faudra maintenant assurer un enseignement bilingue dans la région, aussi s'adressera-t-il au premier ministre albertain pour lui faire remarquer que l'enseignement bilingue y est devenu nécessaire, et qu'il est tout disposé à en payer le coût pourvu que la province mette un programme sur pied, sachant fort bien que personne n'aime passer pour sectaire et sachant fort bien qu'il y a quelques années il avait traité de sectaire l'ancien premier ministre de la Colombie-Britannique, W. A. C. Bennett, parce qu'il n'était pas d'accord avec sa politique de bilinguisme. Personne n'aime se faire traiter de sectaire, aussi le premier ministre tâchera-t-il de mettre chacun de ces premiers ministres au pas.

Le dernier sur la liste sera le premier ministre du Québec qui, selon les journaux d'aujourd'hui, a déjà rejeté l'idée en disant que toute cette affaire allait se décider à Québec de toute façon et que le premier ministre peut bien faire ce qu'il voudra. L'homme qui a lancé le mouvement de l'unité au Québec a laissé entendre qu'un référendum ne pourrait que créer davantage de problèmes. Je vous assure que le premier ministre a des problèmes, mais son truc, c'est qu'il tâchera de faire l'unanimité chez les neuf autres premiers ministres provinciaux pour ensuite aller s'adresser à M. Lévesque mais, voilà, il ne réussira pas. Le reste des premiers ministres devront alors décider si oui ou non ils vont poursuivre le programme. S'ils ne le font pas, le premier ministre les traitera de poules mouillées. S'ils le font, il aura pris une bonne

longueur d'avance. Voilà le genre de jeu que pourrait jouer le premier ministre.

Le premier ministre a déjà affirmé à la Chambre que ce référendum sera exécutoire. Mais que feront-ils alors du groupe Tessier dans le cabinet du premier ministre? Que feront-ils du groupe Robarts-Pepin qui tient des audiences un peu partout au Canada? Et si le référendum engage le Parlement, alors pourquoi charger ces groupes de discuter et d'examiner la question? Tôt ou tard le premier ministre devra nous dire ce qui en est. Je le répète, pourquoi nous dit-il qu'aucune loi ne rétablira l'économie, qu'elle dépend de l'esprit collectif des Canadiens, alors que lorsqu'il parle de langue et de culture il affirme qu'elles doivent être liées inextricablement à la constitution, même si depuis trois cents ans nous avons la preuve au Québec qu'il n'en est rien?

La deuxième partie de la déclaration du premier ministre a trait aux programmes de création d'emplois; on y trouve l'une des plus grosses absurdités de son discours, car il flanque une rossée au NPD—ce qui ne m'ennuie pas trop, quoiqu'il pourrait le faire avec plus de logique—leur reprochant leur manque de conscience et disant que la production des Canadiens n'atteint que 80 p. 100 de celle de leurs homologues américains. J'aimerais demander au premier ministre comment un million de chômeurs peuvent améliorer le pourcentage de leur production. Ce serait une excellente solution.

Du même souffle, il a annoncé un programme de création d'emplois de 150 millions de dollars. Nous avons notre petite idée sur les programmes de création d'emplois à Surrey-White Rock étant donné que la dernière fois que le ministre qui est assis là-bas nous a donné de l'argent, il m'a promis que j'en serais très content et pourtant, nous n'avons reçu que la moitié du montant précédent. Je ne sais pas à combien il évalue mon bonheur, mais je tiens à lui dire qu'il m'en faut plus que cela. Le ministre d'État à la Santé et au Sport amateur (M^{me} Campagnolo) a obtenu 4 millions de dollars alors que moi, je n'ai reçu que \$214,000 pour une région qui compte 140,000 habitants.

Le ministre me dit qu'il y a environ 175 personnes qui se cherchent du travail, mais je me suis aperçu, après avoir vérifié auprès du bureau de la main-d'œuvre, qu'il y en avait près de 6,000 sur les listes d'attente. Je ne sais pas comment il fait pour interpréter ses statistiques, mais il n'y a sûrement pas de génies mathématiques qui travaillent à son ministère. Comme je le disais, les gens de Surrey-White Rock ont une petite idée de ce que cela veut dire la création d'emplois dans la bouche de nos dirigeants, mais quand le premier ministre commence à se plaindre de la productivité, à dire que les Canadiens ne sont pas assez productifs, il a le culot d'annoncer un autre programme de création d'emplois qui est le secteur gouvernemental le moins productif dans tout le pays. Il sait pourtant que chaque emploi que crée ce ministère coûte \$5,000, alors qu'il ne rapporte que \$3,000 à celui qui l'occupe. On dépense donc \$5,000 pour permettre à quelqu'un de gagner \$3,000. Les emplois créés dans le cadre des programmes du MEER coûtent \$50,000 chacun. Je me demande donc si le premier ministre est bien placé pour nous faire un sermon sur notre productivité.

Le gouvernement actuel ne mérite pas l'appui des Canadiens. Le discours insipide de deux heures que le premier ministre a prononcé l'autre jour prouve sans conteste que le